

14 février 1966, Montréal

39th Annual Fellowship Dinner Brotherhood of Temple Emanu-el de Montréal

Vous avez peut-être entendu, à maintes reprises, des hommes politiques ou des commentateurs dire qu'une société nouvelle était en train de naître au Québec. Vous avez probablement cru qu'il s'agissait là d'un slogan, ou d'une idée simplifiée à l'extrême.

En réalité, la population du Québec vit, depuis cinq ans, une des expériences les plus passionnantes qui soient. Le milieu dans lequel nous étions habitués à vivre change sous nos yeux. Je ne veux pas seulement dire que l'on construit de nouveaux immeubles, qu'on étend nos villes, qu'on trace de nouvelles routes, qu'on établit de nouvelles industries.

Je vois plutôt des changements encore plus profonds que ceux-là car c'est toute notre échelle de valeurs sociales qui prend un autre sens. Nous assistons à un nouveau départ de l'ensemble du Québec, à l'expression d'un dynamisme jamais constaté encore. Et ce dynamisme se nourrit de lui-même, car il est aussi marqué aujourd'hui qu'il y a trois ans, alors qu'il était déjà à cette époque aussi soutenu qu'au moment même où il a commencé à se manifester.

Il ne s'agit pourtant pas d'un bouleversement sans but, d'un besoin de remuer, d'une sorte de nervosité collective sans objet. Au contraire. Dans son élan, le Québec moderne tend vers une direction bien déterminée qu'il n'est pas toujours facile de saisir ou de décrire, car elle a de multiples aspects. Les citoyens du Québec, particulièrement ceux de langue française, ont conscience de construire eux-mêmes quelque chose de neuf; ils ont devant eux, comme on dit dans la conversation courante, - ` des choses à faire » et ils en tirent à la fois des motifs d'action et des motifs de fierté. Car plusieurs des gestes que nous posons au Québec sont originaux en ce sens qu'ils ne sont copiés de nulle part ailleurs. Bien entendu, nous tenons à savoir comment d'autres peuples ont pu résoudre des problèmes similaires à ceux auxquels nous faisons face; nous tenons aussi, dans la mesure du possible, à nous inspirer de leurs expériences. Mais nous savons, avant même de commencer à agir, que nous devons inventer, créer. Cette démarche de tout un peuple non pas vers l'inconnu, mais vers l'innovation, comporte un élément de fascination qui secoue les énergies et fait naître les idées.

Quand je me suis rendu en Israël, il y a quelques mois, j'ai été témoin – pendant seulement quelques heures, malheureusement -d'un dynamisme général, d'une volonté d'affirmation qui me faisait songer à ce que l'on constate au Québec même. Il y a évidemment d'immenses différences de traditions, de culture, de langue, d'économie, de géographie, mais, sur le plan humain, on voit des similitudes frappantes. Ainsi, en Israël comme au Québec, on recherche un équilibre et l'on trace graduellement les cadres sociaux et économiques d'une communauté en plein épanouissement. Là comme ici, on constate des problèmes de croissance, des déséquilibres passagers et même des contradictions. Là comme ici, on trouve un peuple d'esprit jeune moins préoccupé par les faits et gestes de son passé que par les perspectives d'avenir qu'il s'ouvre à lui-même.

Des expériences comme celles que vivent Israël et le Québec ont été assez peu fréquentes au cours de l'Histoire. Et celles qu'on a entreprises à un moment où l'autre n'ont pas toutes connu le succès. En Israël et au Québec, chaque jour qui passe renforce cependant la nouvelle société qui s'édifie et laisse derrière lui les risques d'échec.

Quand le visage du Québec a commencé à se transformer, il s'en est trouvé beaucoup, tant chez nous qu'ailleurs au Canada, pour conclure d'avance qu'il s'agissait là seulement d'un sursaut passager qui ne saurait vaincre certaines attitudes conservatrices et réactionnaires traditionnelles. Ils se rendent bien compte aujourd'hui que leurs prévisions étaient fondées sur une fausse interprétation de la réalité culturelle québécoise. Notre peuple a su trouver chez lui, et par lui-même, la vitalité et l'esprit d'initiative nécessaires à l'œuvre qu'il entreprenait. Aujourd'hui, le Québec est en voie de devenir un état moderne et, si sa tâche n'est pas encore complétée, les bases de la société nouvelle qu'il façonne sont bien solides.

Pour comprendre le chemin parcouru depuis seulement quelques années, il suffit de penser au Québec des années 40 ou 50, il suffit de se souvenir combien, à cette époque, le Québec, sans être replié sur lui-même était loin d'avoir un horizon aussi étendu qu'aujourd'hui. Évidemment, depuis 10 ou 20 ans, tous les peuples du monde ont évolué, mais le nôtre plus encore que les autres. Personne alors n'aurait pu s'imaginer que la population québécoise finirait, comme les populations des pays qui sont à la fine pointe de la civilisation, par se préoccuper et même se passionner pour des questions comme la paix mondiale, l'égalité des races, les droits de l'homme. Je ne dis pas que chaque citoyen du Québec pense constamment à ces sujets. Je me rends bien compte cependant que ceux-ci ne sont plus seulement réservés à un petit pourcentage d'intellectuels, mais qu'ils intéressent un nombre de plus en plus grand de personnes et cela, dans toutes les classes.

Nos citoyens, comme jamais auparavant, apprennent à vivre la démocratie. Ils acceptent les responsabilités nouvelles qui leur échoient et s'en acquittent avec empressement. Ils veulent que le gouvernement et les administrations publiques leur rendent des comptes. Ils analysent le fonctionnement de nos institutions, font des suggestions, en somme, font preuve d'une opinion publique éclairée et exigeante soit comme individus, soit comme membres de groupes intermédiaires. Toute cette évolution ne se produit pas sans heurt, et c'est normal. À une société où quelques individus prétendaient traditionnellement parler pour tous les autres, succède une société où d'autres individus viennent exprimer des opinions de groupes qu'on n'avait pas encore appris à entendre, encore moins à écouter.

Dans une véritable démocratie, les solutions des problèmes créés par une croissance économique ou sociale rapide ne sont pas l'apanage exclusif d'une poignée de dirigeants. Ils sont non seulement vécus, mais compris et mesurés par l'ensemble de la population et par les groupes dont ils font partie.

Ceux-ci font leurs suggestions et voient comment elles sont reçues. En somme, dans une démocratie comme celle que nous voulons pour le Québec, la passivité n'a plus de place, les institutions sont redéfinies chaque fois que c'est nécessaire, les habitudes acquises sont remises en question chaque fois qu'elles ne semblent plus concorder avec la réalité.

L'évolution du Québec fait surgir des problèmes ardu, mais je crois qu'elle est facilitée et plus rapide du fait que notre population est relativement homogène et qu'elle tend, en général, vers les mêmes objectifs. Il n'y a pas non plus d'opposition fondamentale et massive à la sorte de « révolution tranquille » que nous vivons actuellement. Bien sûr, on peut identifier des îlots de résistance, mais je ne pense pas qu'on soit en mesure de déceler chez nous quelque danger réel de retour en arrière. Tous n'avancent peut-être pas vers l'avenir à la même vitesse, mais tous avancent.

Souvent, on nous pose la question: « Vers quoi vous dirigez-vous? » On nous demande aussi: « Que sera le Québec de demain? »

La société québécoise de l'avenir, personne ne la connaît encore, mais tout le monde peut l'imaginer tout simplement à partir de ce dont nous sommes témoins présentement. Nous construisons en effet aujourd'hui le monde dans lequel nous aurons demain à vivre. Notre comportement actuel livre à ce titre des indices valables sur la société que nous préparons.

En m'entendant m'exprimer ainsi, d'aucuns seront peut-être troublés car ils penseront tout de suite à certaines manifestations exagérées que les journaux leur ont rapportées ou encore à certains propos qui, dégagés de leur contexte, prennent une allure de menace. Mais ce ne sont là en vérité que de petites crêtes sur une vague plus puissante et aussi plus positive. C'est ce mouvement en profondeur qu'il faut comprendre pour voir se dessiner le visage de la société québécoise de demain.

Or, ce mouvement – et il est essentiel de toujours s'en souvenir – n'est dirigé contre personne. Il découle de la volonté bien arrêtée des Canadiens d'expression française de prendre la place qui leur revient, mais n'est nullement influencé par quelque velléité raciste que ce soit. Ce phénomène surprend d'ailleurs plusieurs observateurs étrangers qui se seraient normalement attendus à ce que la prise de conscience du peuple québécois, en majorité de langue française, dégénère facilement en une sorte d'intolérance religieuse ou raciale. Pourtant, il n'en est rien.

Nous assistons plutôt à un phénomène contraire. Nombreux sont ceux qui reconnaissent qu'aujourd'hui la liberté, sous toutes ses formes, est plus que jamais pratiquée au Québec. La tolérance envers les citoyens d'autres langues ou d'autres religions a succédé non pas à l'intolérance, qui n'a jamais été très marquée, mais à la crainte et à la méfiance qui, pendant des générations, ont caractérisé les relations entre les Québécois de langue française et ceux d'autres langues et d'autres cultures. À mesure que les premiers sont devenus plus sûrs d'eux-mêmes, ils ont davantage accepté les seconds; ils n'ont jamais entrepris de les reléguer au rang de citoyens de seconde zone par une sorte d'esprit de vengeance ou en recherchant une sorte de compensation morbide. Et rien ne laisse croire aujourd'hui que cette tendance initiale de l'effort d'affirmation des Québécois de langue française soit à la veille de se démentir.

Est-ce à dire que ceux-ci ne tiennent pas tellement, après tout, à conserver leur langue et leur culture, à les mettre en valeur et à jouer le rôle économique qui peut être le leur? Pas du tout. Ils ne croient cependant pas que l'on puisse améliorer une situation, ou corriger des injustices, en créant d'autres injustices. Ils s'attendent également à ce qu'on comprenne leur

motivation et à ce qu'on ne s'y oppose pas dans le seul dessein de conserver avec entêtement des privilèges acquis qui ne se justifient plus. Ils ont aussi confiance dans leur instrument collectif qu'est le gouvernement du Québec et dans les ressources humaines qui, chez nous, sont encore loin d'avoir été toutes exploitées comme il se devrait. Pour cette raison, ils comptent beaucoup sur une scolarisation accrue et appuient l'effort de leur gouvernement dans le domaine de l'éducation. Ils veulent également d'un gouvernement fort à Québec qui, en exerçant pleinement toutes ses responsabilités constitutionnelles, fournira à l'ensemble de la population le cadre politique au sein duquel elle pourra donner suite à sa volonté d'affirmation à son avantage, mais sans détriment pour qui que ce soit.

Pour faire face aux besoins de toutes sortes qui se manifestent, le gouvernement a été obligé d'accélérer son entrée dans plusieurs domaines nouveaux. Il a dû s'intéresser à bien des aspects de la vie économique et sociale qui, jusqu'alors, relevaient plus directement de l'initiative privée. Cet élargissement des fonctions du gouvernement ne doit cependant pas résulter en un écrasement de la personne humaine par l'appareil étatique. Ce risque, nous voulons l'éviter et nous faisons notre possible en ce sens.

Nous sommes guidés par le même principe lorsque nous nous efforçons d'établir une saine répartition des tâches entre les secteurs de gouvernement au pays. Une des raisons – ce n'est pas la seule évidemment justifiant nos positions quant à la décentralisation du gouvernement fédéral vers le gouvernement du Québec est notre souci de la personne humaine. Celui-ci s'allie à notre désir ferme de sauvegarder les caractéristiques culturelles de notre peuple en lui fournissant toutes les conditions d'épanouissement voulues. Nous croyons que notre gouvernement est plus près de la population du Québec que n'importe quel gouvernement au Canada. Nous sommes d'avis que si nous remettons au gouvernement central des pouvoirs provinciaux de plus en plus nombreux, nous faciliterions la naissance d'une énorme machine administrative, distante et probablement incapable de satisfaire adéquatement les besoins de toutes sortes d'une population canadienne dont l'origine, les caractéristiques et les aspirations ne sont pas toujours les mêmes selon qu'il s'agit de la population de langue française ou de la population de langue anglaise. En somme, les raisons culturelles particulières que nous avons d'agir comme nous le faisons au Canada sont confirmées et appuyées par des motifs qui nous sembleraient généralement valables dans tous les pays du monde où, pour des causes d'ordre économique ou social, l'administration publique est appelée à prendre de l'ampleur.

A cette tendance vers une accentuation du rôle de l'État, nous devons donc non pas opposer, mais ajouter une autre tendance: le respect, en toutes circonstances, de l'être humain quelles que soient sa culture, sa religion, sa classe sociale.

Je ne prétends pas que la nouvelle société que le Québec est à construire sera le prototype de la société parfaite, Celle-ci, les hommes ne réussiront peut-être jamais à l'édifier. Mais, tous doivent la rechercher. C'est ce que nous tentons de faire au Québec. Bien sûr, il y a une marge considérable entre l'idéal et la réalité. Ce qui doit peut-être nous rassurer cependant c'est que, vraiment et comme jamais auparavant, la population du Québec, son gouvernement en tête, pose des gestes concrets vers un tel idéal. Nous avons une chance inouïe: celle de vivre dans un milieu qui soit à la fois jeune, dynamique et doté d'un immense

territoire où il nous est possible d'entreprendre tellement de choses nouvelles sans avoir à en détruire beaucoup d'anciennes. Cette chance, nous avons voulu la saisir. Elle ne reviendra peut-être jamais, car on ne peut pas, ne serait-ce qu'une fois par génération, réunir facilement des conditions d'action aussi favorables que celles qui existent aujourd'hui.

Il ne faut pas craindre ce qui se passe présentement au Québec. Il faut plutôt s'en réjouir. Au fond, n'y a-t-il rien qui puisse davantage soulever l'enthousiasme que le spectacle de tout un peuple qui, unanimement et peut-être même obstinément vise à réaliser des objectifs d'ordre, de justice et d'affirmation collective auxquels souscrirait n'importe quel autre peuple adulte du monde? Et cet effort commun, dans le cas du Québec, est essentiellement affirmatif. Comme je l'ai dit, il n'est dirigé contre personne.

Si la force motrice sociale actuelle chez nous est évidemment et je pourrais dire normalement – la population de langue française, il ne s'ensuit pas que les autres groupes ethniques doivent se désintéresser du mouvement dont ils sont témoins. Ils doivent encore moins le combattre. Ils doivent au contraire l'appuyer. Nous cherchons à occuper la place qui nous revient au Canada; nous nous sommes également donné un élan vers l'avenir qui mobilise toutes nos énergies et qui transforme le Québec. Mais le Québec de l'avenir ne sera ni fermé, ni replié sur lui-même, ni limité dans ses horizons. Il fera une place à tous ceux qui, sans être nécessairement membres de la communauté de langue française, sauront comprendre celle-ci, sauront la seconder, sauront collaborer avec elle.

Cette place est maintenant disponible. Au cours des mois et des années qui viennent, tous les citoyens québécois qui ne sont pas de langue française seront appelés à l'occuper. Elle leur est offerte. Avec l'esprit de compréhension qui se manifeste aujourd'hui chez la grande majorité d'entre eux, je suis certain qu'ils accepteront de se joindre activement à nous pour mener à bien cet objectif qui résume tous les autres: l'édification au Québec d'une société nouvelle, animée d'un esprit profondément démocratique et fondée sur le respect de l'être humain.